

## COP de Glasgow



Le premier ministre indien, Narendra Modi (au centre), tente de se présenter en bon élève dans la lutte contre le réchauffement, pour faire oublier les échecs de sa politique environnementale. Ici avec le premier ministre britannique, Boris Johnson (à g.), et le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres. AP

# Le magicien Modi promet des «élixirs» pour le climat



**Le premier ministre indien ne veut atteindre la neutralité carbone que vingt ans après l'objectif envisagé par la COP26. Il demande l'aide financière des pays riches.**

Emmanuel Derville  
New Delhi

Avec 1,3 milliard d'habitants, l'Inde est l'un des plus gros pollueurs de la planète. Mais quand le premier ministre Modi est monté à la tribune de la COP26, lundi à Glasgow, il a endossé le costume du bon élève capable de sauver le monde du réchauffement climatique. Il a proposé «un don de cinq élixirs. D'abord, l'Inde va porter ses capacités électriques d'origine renouvelable à 500 GW d'ici à 2030», a-t-il déclaré. C'est cinq fois plus que ce qu'elle possède aujourd'hui.

«Deuxièmement, l'Inde satisfera la moitié de ses besoins électriques grâce aux renouvelables avant 2030», a-t-il ajouté avant de promettre que son pays atteindrait la neutralité carbone dans... cinquante ans. «Ces cinq élixirs sont une contribution sans précédent de l'Inde en faveur du climat.»

Si Narendra Modi tente de présenter l'Inde comme le bon élément dans la lutte contre le réchauffement, c'est parce qu'il doit faire oublier les échecs de sa poli-

tique environnementale. À l'heure où il prononçait son discours à Glasgow lundi, à 6800 km de là, à New Delhi, la pollution de l'air atteignait des proportions alarmantes. Le taux de particules fines PM2.5 y était seize fois supérieur au seuil préconisé par l'OMS et un brouillard grisâtre recouvrait la ville. L'agglomération a été la capitale la plus polluée du monde en 2020 pour la troisième année consécutive, d'après une étude du groupe suisse IQAir.

## Engagements non tenus

Ce contraste entre le discours du premier ministre et la réalité en dit long sur les difficultés du pays à honorer ses engagements pris lors de la COP21, en 2015. À l'époque, le gouvernement fondamentaliste hindou avait publié des objectifs ambitieux: installer 175 GW de capacités de production

d'origine renouvelable, dont 100 GW de solaire et 60 GW d'éolien, d'ici à 2022. Six ans plus tard, l'échec est patent. D'après le Ministère de l'énergie, au 30 septembre, l'Inde disposait de 101 GW de capacités installées, loin des 175 GW fixés lors de la COP21.

Car l'Inde mise toujours sur le charbon, dont elle est le deuxième producteur mondial, pour satisfaire ses besoins grâce à son entreprise publique Coal India. Celle-ci a approuvé le développement de 36 mines pour 7 milliards de francs l'an dernier, un record dans son histoire. En six ans, la construction de centrales fonctionnant à l'or noir a fait augmenter les capacités installées de 31 GW. La moitié des capacités électriques nationales reposent sur le charbon.

Le ministre du Commerce et de l'Industrie, Piyush Goyal, a

énoncé les conditions pour que l'Inde se détourne de cette énergie à l'issue du G20 dimanche: «Nous aurons besoin de capitaux importants pour construire des centrales nucléaires. En outre, nous devons faire partie du Groupe des fournisseurs nucléaires (GFN) pour disposer d'un approvisionnement fiable en matières premières.» New Delhi martèle depuis des années que les pays riches doivent concrétiser leurs promesses d'aides financières aux pays en développement dans la lutte contre l'urgence climatique. Elle plaide aussi pour son admission au GFN.

## Déforestation massive

La dépendance de l'Inde au charbon n'est pas le seul point noir de ses engagements de la COP21. Le gouvernement Modi avait promis 10 millions d'hectares de forêts

supplémentaires d'ici à 2030. Au lieu de cela, le pays en a perdu 724'000 entre 2016 et 2020, selon Global Forest Watch. Un constat que les autorités indiennes ont réfuté dans leur dernier rapport sur l'état des forêts en 2019. Mais le document reconnaît que la surface forestière n'a augmenté que de 1 million d'hectares, soit 1,5% de plus en quatre ans.

Pour le gouvernement indien, qu'importe. «Les pays développés ont récolté les fruits d'une énergie à bas coût pendant des années. C'est à eux d'atteindre la neutralité carbone plus rapidement, voire d'absorber plus de gaz à effet de serre qu'ils n'en émettent», a lancé Piyush Goyal dimanche. Lundi, Narendra Modi a demandé pas moins de 1000 milliards de dollars d'aide aux pays riches pour concrétiser ses «élixirs».

## «Il y a des limites à l'adaptation humaine»

● Ils émettent peu de CO<sub>2</sub> mais portent le fardeau écrasant des catastrophes climatiques. Les petits États insulaires ont lancé lundi un cri d'alarme à Glasgow alors que commence le sommet. «Nous voyons mieux que quiconque ce qui est fait à notre belle planète, résume le premier ministre du Tuvalu, Kausea Natano. L'élévation du niveau de la mer, les événements météorologiques extrêmes, le déclin des ressources marines, cela menace notre existence même.» Tuvalu et Antigua-et-Barbuda ont signé dans la foulée un accord historique qui ouvrira la voie aux petits États pour poursuivre les grands pays développés pour les graves dommages causés par le changement climatique. Selon une récente étude, plus de 510 millions de personnes habitent actuellement dans des zones qui seront, à terme, situées sous le niveau de la mer si le réchauffement climatique se maintient à +1,5 °C. Présentes en nombre à la COP26, les ONG déplorent les engagements limités du récent G20 et

pointent les conséquences dramatiques pour ces populations. Déplacements, famines et épidémies vont devenir leurs lots quotidiens. «Le changement climatique va être le plus gros désastre humanitaire mondial», prévient Stephen Cornish, directeur général de MSF Suisse. C'est la première fois que l'ONG se déplace dans une COP. Sur le terrain, ses médecins sont déjà confrontés à cette nouvelle réalité. «Au Bangladesh, des centaines de milliers de paysans perdent leurs terres en raison de la salinité des eaux qui les inondent et migrent vers les villes. Au Honduras, des ouragans dévastateurs ont détruit l'année passée 120 centres de santé. La dengue et la malaria se propagent comme jamais. Au Soudan, les crues éclair ruinent les récoltes. Et d'ajouter: «Ce sont les populations les plus sinistrées qui sont les moins responsables du changement climatique mais qui voient leur monde bouleversé.» «Je suis inquiète», confie Rupa Mukerji, spécialiste du changement climatique de

l'ONG Helvetas. Elle a participé au deuxième groupe de travail du rapport du GIEC sur les impacts, l'adaptation et la vulnérabilité des populations (qui sera publié début 2022). «Les ambitions présentées à ce jour sont trop faibles. Il y a des limites à l'adaptation. Au-delà de 2 °C, les options diminuent drastiquement. La température en été dans des parties de l'Inde, par exemple, atteint déjà 40 °C. Chaque demi-degré de plus a un impact énorme sur la santé et la capacité des gens à travailler dans ces contextes.» L'experte déplore également le manque d'argent en jeu alors que les populations souffrent déjà. «Les 100 milliards de dollars promis par les pays riches ne seront atteints qu'en 2023! Et alors même que l'ONU estime que cette aide devrait être plutôt autour des 300 milliards.» Pour l'experte, l'argent devrait davantage soutenir des projets locaux. «La crise du Covid l'a montré, les ressources existent. Et les besoins sont énormes.»  
**Virginie Lenk** Glasgow

## Nigeria

### Un immeuble en chantier s'effondre à Lagos

Un gratte-ciel en construction de 21 étages s'est effondré lundi à Lagos, la capitale économique du Nigeria, faisant au moins quatre morts. Mais le bilan pourrait largement s'alourdir, des dizaines d'ouvriers étant toujours coincés sous les décombres. De telles tragédies sont fréquentes au Nigeria, le pays le plus peuplé d'Afrique, où des millions de personnes vivent dans des immeubles délabrés et où la législation concernant la construction est régulièrement bafouée. **AFP**

### La coalition au pouvoir résiste

**Japon** La coalition gouvernementale au Japon a réussi à conserver une large majorité, perdant moins de sièges que prévu lors des élections législatives de dimanche. Celles-ci constituaient un premier test majeur pour le premier ministre, Fumio Kishida. **AFP**

### L'Iran rejette les accusations

**Nucléaire** Considérant qu'elle ne «collait pas à la réalité» et réaffirmant le caractère pacifique de son programme nucléaire, l'Iran a rejeté lundi la déclaration commune de la France, de l'Allemagne, de la Grande-Bretagne et des États-Unis, qui avaient affiché samedi en marge du G20 leur «vive et croissante inquiétude face au rythme accéléré des mesures provocatrices prises par l'Iran dans le domaine nucléaire». **AFP**

## Carnet noir



«Le père du tiramisu» est mort samedi, à 93 ans, a annoncé le gouverneur de la Vénétie. Ado Campeol avait inventé ce célèbre dessert dont le nom signifie littéralement «Tire-moi vers le haut» («Remonte-moi le moral»), dans les années 70. Apparemment, le tiramisu, désormais un classique de la gastronomie italienne, serait né grâce à une erreur commise par sa femme, Alba, et son chef cuisinier, Roberto Linguanotto, selon le quotidien «Corriere della Sera». **AFP**

## Allemagne

### Une «taupe» renseignait un complotiste

Une membre du Parquet de Berlin est soupçonnée d'avoir transmis des informations à Attila Hildmann, un chef cuisinier germano-turc devenu adepte des théories complotistes, opposé aux mesures sanitaires et en fuite depuis plusieurs mois, ont indiqué lundi les autorités de la ville. La suspecte, une ancienne employée de 32 ans du service informatique licenciée en mai, apparaitrait à la mouvance antimasques dite des «libres penseurs». **AFP**